

B. De nouvelles conflictualités depuis la fin de la Guerre froide.

Le programme officiel :

Le programme invite à s'intéresser à un conflit armé, un lieu et un acte terroriste pour marquer la spécificité de la dernière décennie du vingtième siècle.

A travers la présentation de trois crises, il s'agit de faire comprendre aux élèves le changement que représente la disparition du monde bipolarisé et l'évolution qui se produit dans la dernière décennie du vingtième siècle, de l'espoir d'un nouvel ordre mondial à la prise de conscience d'une recomposition en profondeur des relations internationales.

La guerre du Golfe représente par rapport aux guerres de la période précédente une nouveauté : il ne s'agit pas seulement pour l'Irak d'envahir et de dominer un autre État, le Koweït, mais bien de l'annexer en le rayant de la carte, opération qui n'aurait pas été concevable dans le cadre du « condominium » américano-soviétique et témoin de la transformation des relations internationales. La réaction de la communauté internationale sous l'impulsion des États-Unis (avec l'accord de leur ancien adversaire) marque bien la volonté de faire prévaloir le droit, y compris par les armes (du moins lorsque leurs intérêts sont menacés), la grande puissance refusant par ailleurs de poursuivre les opérations au-delà de la libération du territoire envahi.

Le cas de Sarajevo permet d'évoquer une autre sorte de conflit, proche de la guerre civile, dont les racines remontent au moins à la création de la Yougoslavie mais dont la fin de la guerre froide entraîne la renaissance. Là encore, faute d'un autre acteur capable d'intervenir (après l'échec des tentatives européennes), la superpuissance américaine met sa force au service du droit international pour assurer la stabilité dans une région qu'elle estime importante au regard de ses intérêts.

Le choix **des attentats du 11 septembre 2001** dans la liste des crises étudiées permet de clore l'étude de la guerre au vingtième siècle par un acte terroriste qui inaugure une nouvelle ère dans les relations internationales, marquée par l'abandon définitif de la croyance dans la capacité d'un seul État, fût-il doté de tous les attributs de la puissance, à assurer la stabilité de l'ordre mondial dans un environnement international en profonde transformation.

Introduction :

La dislocation progressive à partir de 1990 et la disparition définitive de l'URSS en décembre 1991, met fin à la Guerre Froide et modifie profondément les relations internationales. **Le monde bipolaire** disparaît et laisse place à un espace mondial plus complexe dans lequel les EU apparaissent désormais comme la seule **superpuissance** c'est-à-dire, le seul état disposant de l'ensemble des facteurs de puissances et capable d'imposer une décision à l'échelle mondiale.

Entre 1991 et 2001, le monde semble se reconstruire selon une logique unipolaire et les EU exercent une fonction de régulateur, si ce n'est de « **gendarme du monde** ». Leurs interventions en Irak en 1991 puis en Yougoslavie, en 1995 au nom du droit international et sous mandat de l'ONU.

La contestatation politique de l'hégémonie américaine, particulièrement sensible dans le monde musulman, en Amérique Latine et en Asie, s'est manifestée par un **discours « anti-américain »** mais aussi par **des actes terroristes** visant les forces, les institutions, et les intérêts économiques des EU.

Les attentats du 11 septembre 2001 ouvrent une nouvelle ère de conflictualité marquée par la volonté des Américains d'assurer leur « **sécurité nationale** », tant sur leur territoire que dans le monde. Les autorités américaines définissent alors la notion « d'empire du mal » et « d'états voyous » et mènent alors une « guerre contre le terrorisme ».

Pbmtq :

La fin de la Guerre a-t-elle donné naissance à un monde unipolaire ou multipolaire ?

I. Une décennie de suprématie américaine justifiée par le droit international.

1. La 1^{ère} guerre du Golfe (1990-1991) : expression d'un nouvel ordre mondial.

- Analyse de la situation et des événements.
- L'expression d'un « nouvel ordre mondial ».

2. Sarajevo, lieu symbolique de la décomposition de la Yougoslavie.

- La mosaïque yougoslave et l'impossible fédéralisme.
- Une ingérence internationale au nom des droits de l'Homme.

II. Les attentats du 11 septembre, symbole de l'échec du « nouvel ordre mondial »

1. l'anti-américanisme et Djihadisme.

2. Quel ordre mondial après le 11 septembre ?

I. Une décennie de suprématie américaine justifié par le droit international.

1. La 1ère guerre du Golfe (1990-1991) : expression d'un nouvel ordre mondial.

a. Analyse de la situation et des événements.

Intro + Chronologie p 174 + doc 2 :

Q1 : Identifiez l'élément déclencheur de la 1^{ère} guerre du Golfe et la justification qu'en donne le doc.2.

Q2 : Quel rôle joue l'ONU dans ce conflit ?

Q3 : Relevez les éléments qui caractérisent l'intervention militaire de 1991.

Q1 : Le 2^e Août 1990, les forces irakiennes envahissent le Koweït qui dès lors devient une province irakienne. Saddam Hussein qui dirige l'Irak au nom du « **conseil de commandement de la Révolution** » revendique au nom de son peuple cette annexion par le fait qu'il considère le Koweït comme un territoire irakien dont son pays a été « amputé » à l'issue du processus de décolonisation.

Dans les faits, l'Irak est devenu **un état indépendant dans les années 1930** par la création **d'un royaume d'Irak** mais dans lequel les britanniques ont conservé une importante influence. **En 1958, l'Irak devient une république** après la prise du **pouvoir du parti progressiste BAAS**. Une dictature militaire se met en place et se rapproche de l'URSS.

En 1961, le Koweït accède à l'indépendance et devient une monarchie proche du camp occidental.

En réalité comme le montre **le texte 2a, lettre de T. Aziz**, un ministre irakien, l'invasion du Koweït répond moins à des questions de souveraineté populaire qu'à la question **du contrôle des ressources pétrolières et de l'accès à la mer**. Le Koweït possède d'importantes réserves d'hydrocarbures (9% des réserves mondiales estimée en 1990) et son annexion permet aux Irakiens l'appropriation de ces richesses et un meilleur contrôle du marché pétrolier.

Q2 : Le conseil de sécurité est immédiatement saisi après l'annexion irakienne par les EU. Tous ces membres condamnent l'intervention et exigent le retrait des troupes irakiennes. Cela montre que dans le climat post-guerre froide, le jeu traditionnel des alliances ne fonctionne plus. L'URSS est alors en crise et les questions intérieures sont vitales alors que les questions extérieures sont délaissées. Les EU obtiennent donc de la Chine et de L'URSS le vote d'une résolution permettant le recours à la force.

Q3 : Le 29 novembre 1990, un ultimatum est fixé aux Irakiens pour qu'il quitte le Koweït dans les 45 jours. Cette décision permet tout à la fois d'espérer un règlement pacifique mais aussi de préparer une intervention militaire.

Les EU constituent une vaste coalition de 32 pays dont 14 pays musulmans (Ar. Saoud., Turquie, Maroc, Syrie...) et se préparent à intervenir. **(Photo 4 p 175)**

b. L'expression d'un « nouvel ordre mondial ».

Texte 5 p 175 :

Q 1 : Comment G. Bush définit-il le concept de « nouvel ordre mondial »

Q2 : Quelles sont les limites de cette conception ?

Q1 :

Le « **nouvel ordre mondial** » est défini par le Président des EU G. Bush, comme « **un nouveau système** » fondé sur les « **valeurs et les idéaux** » américain et qui se substituerait aux « **anciens courants et certitudes qui s'écroule** ». Il apparaît clairement que le G. Bush considère que l'effondrement soviétique est la preuve de la supériorité des conceptions idéologiques des EU et que ces conceptions ont une valeur universelle. Il s'agit en premier lieu de la **démocratie, de la liberté et du système capitaliste** qui doivent être les fondements de la réorganisation des relations internationales. Il qualifie également le nouvel ordre mondial, « de futur meilleur » fondé sur une coopération accrue entre les Etats dans un esprit pacifique, ce qui est illustré par la citation suivante, « **la force ne peut être employée pour résoudre les conflits** ». Les nouvelles relations internationales donnent une place majeure à l'ONU, lieu de discussion et de règlement des conflits. Pour lui, « les Nations Unis » ont joué « le rôle imaginés par les fondateurs », à savoir unir les états du monde pour mettre en application des résolutions condamnant l'agression de l'Irak et imposer son retrait par une action militaire concertée.

Q2 : On peut percevoir plusieurs limites à la conception de G. Bush du nouvel ordre mondial. Comme le montre de nombreux passages du texte, G. Bush considère que les EU doivent avoir un « rôle dirigeant ». Il considère donc que les actions de maintien de la paix doivent se faire sous la conduite des EU, dans un double but pour que les « valeurs

fondamentales (des EU) prospèrent » et que ce nouvel ordre permette « de protéger (les) citoyens et (les) intérêts » américains.

On voit donc se dessiner une conception d'une organisation mondiale dans laquelle les EU jouent un rôle hégémonique et faisant d'eux l'unique superpuissance, seule capable d'assumer les fonctions de « gendarme du monde ». Cette attitude sera de plus en plus perçue, au cours des années 1990, comme injuste et produira un fort ressentiment anti-américain.

2. Sarajevo, lieu symbolique de la décomposition de la Yougoslavie.

a. La mosaïque yougoslave et l'impossible fédéralisme. (Carte 1 p176)

Q1 : Analysez l'organisation administrative de la Yougoslavie et la situation ethnique en Bosnie et en Croatie.

La Yougoslavie est en 1990, un état fédéral constitué de 6 Républiques qui durant 45 ans a été administré par le Parti Communiste Yougoslave et surtout par la grande personnalité de la résistance au nazisme, le Maréchal J. Tito, mort en 1980. En 1987, Slobodan Milosevic devient chef de l'Etat, mais pour les minorités non serbes, il incarne le nationalisme proserbe. Une opposition croissante au fédéralisme yougoslave se développe, alors même que le régime communiste s'effondre à l'instar des autres régimes des **Démocraties populaires**.

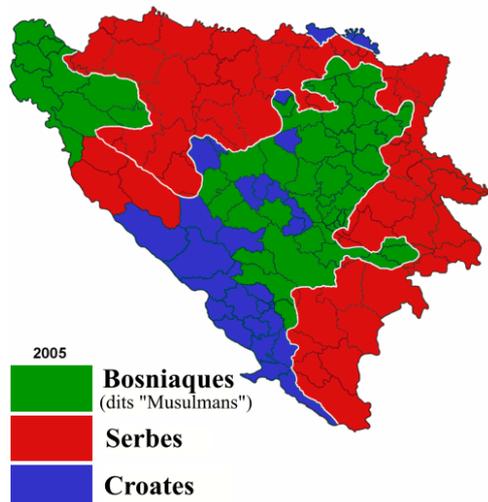
En 1990, ont lieu les premières élections libres en Yougoslavie dans les 6 Républiques fédérées et donnent à chaque fois la victoire aux partis nationalistes indépendantistes.



Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie puis la Macédoine (nov. 1991) déclarent leur indépendance. Une 1ère guerre oppose ces deux états à l'armée yougoslave (essentiellement composée de Serbes). Si les Serbes reconnaissent très rapidement l'indépendance slovène (après 10 jours de guerre) la guerre en Croatie va durer près de 5 ans car le pays abrite une importante communauté serbe en **Krajina** (zone en rouge sur la carte ci-contre).

Le 29 février 1992 : La Bosnie-Herzégovine déclare à son tour l'indépendance. Comme pour la Slovénie et pour la Croatie, la Communauté Européenne, puis les EU et l'ONU reconnaissent l'indépendance de la République de B-H. Mais les forces yougoslaves et leurs alliés les milices serbes de Bosnie ne reconnaissent pas cette indépendance et poursuivent la guerre. La présence de **fortes minorités serbes** en Croatie et en Serbie poussent Slobodan Milosevic à refuser la paix et la dislocation de la Yougoslavie.

Composition ethnique de la Bosnie-Herzégovine



Répartition ethnique dans La **République serbe de Bosnie** (délimitée par la ligne blanche sur cette carte) :

1991 : Serbes 54,30 % ; Bosniaques 28,77 % ; Croates 9,39 % ; autres 7,53 %

1997 : Serbes 96,79 % ; Bosniaques 2,19 % ; Croates 1,02 % ; autres 0,0 %.

En 2005 : population totale de 1 411 000 personnes dont Serbes : 1 247 900 (**88,4 %**), 150 390 Bosniaques (**10,7 %**) et 12 710 Croates (**0,9 %**).

6 avril 1992 : Début de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

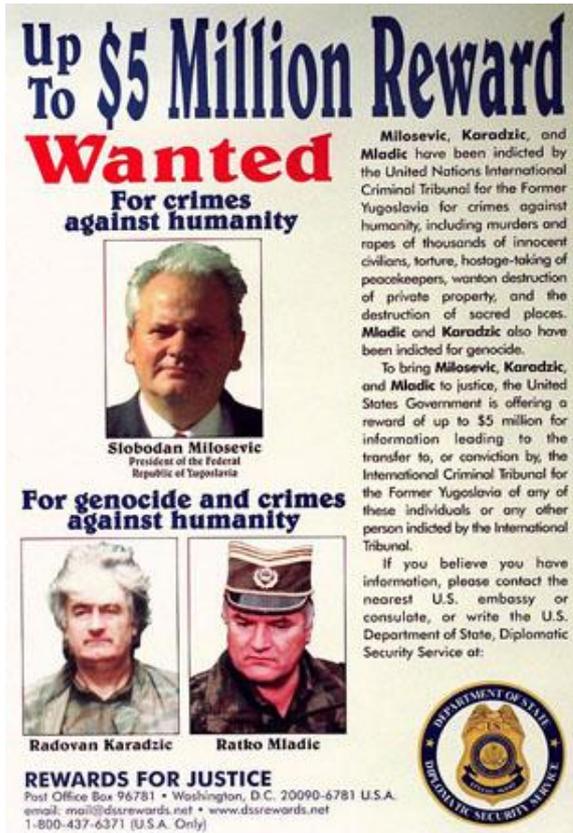
Sarajevo fut alors assiégée durant plus de 3 ½ devient le lieu emblématique de la guerre en B-H.

Doc 2, 3 et photo 5 p 177 :

Q1 : Quelles formes prit le siège de Sarajevo.

- Placés sur les hauteurs de Sarajevo ou cachés dans les gratte-ciel, les forces serbes ont cherché à « semer la terreur » en assassinant plus de 10 000 civils par des tirs d'artillerie ou par l'intermédiaire de *snipers*. Le siège de Sarajevo n'avait pas d'intérêt stratégique autre que d'atteindre le régime et la population bosniaque dans leur capitale. Plus de 250 000 habitants ont fui la ville durant l'année 1992 mais près de 250 000 sont restés et ont vécu toute la guerre dans une crainte permanente.

Comme le montre le document le texte, de nombreux militaires ont été poursuivis pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, en raison de l'assassinat de civils ou de massacre comme ceux de Srebrenica (8000 hommes assassinés) au nom du principe de « purification ethnique ».



Cette affiche montre les 3 principaux chefs politiques et militaires qui doivent être jugés devant le TPI de La Haye :

- Slobodan Milosevic, Président de Yougoslavie, arrêté en avril 2001 et mort en prison à La Haye.

-Radovan Karadzic, arrêté en 2008

-Ratko Mladic, arrêté en 2011

b. Une ingérence internationale au nom des droits de l'Homme.

Texte 4 p177 + doc 1 p180 :

Q1 : Identifiez les causes de l'inefficacité de l'intervention européenne de 1991.

En 1992, l'UE propose l'envoi d'une force de maintien de la paix en BH en s'appuyant sur l'Union de l'Europe Occidentale, un traité qui lie les états européens membres de l'UE. La France et l'Allemagne souhaitent utiliser cette organisation pour créer une force armée européenne qui permettrait à l'UE d'avoir une politique de défense autonome vis-à-vis des Etats-Unis.

Mais l'incapacité des Européens à adopter une position commune fait échouer le projet. L'incapacité des Européens a réglé le conflit yougoslave pousse l'UE à laisser l'ONU agir.

Q2 : Quels institutions prennent le relai de l'action européenne.

Dès mai 1992, l'ONU exige les retraits de l'armée yougoslave et de l'armée croate, accueille la BH comme nouveau membre.

A partir de juin 1992, la FORPRONU (FORce de PROtection des Nations Unis) est envoyée en BH où près de 35 000 casques bleus dont une part importante du contingent est composée de soldats français cherchent à maintenir des ZPNU (Zones de Protection des Nations Unis). Ainsi par exemple, à Sarajevo, la FORPRONU est chargé de l'aéroport international qui dans ce contexte de siège permet le ravitaillement de la ville grâce à une importante aide humanitaire.

Il faut attendre 1995 et l'intervention des forces de l'OTAN qui pratiquent des bombardements sur les milices pro-serbes et les dernières forces yougoslaves présentes pour que la guerre prenne fin.

Encore une fois, derrière l'action de l'Otan se trouvent les EU qui imposent aux Serbes et aux Bosniens un cessez-le-feu en oct. 1995 puis la signature des accords de Dayton qui organisent l'administration du nouvel état en créant deux entités : **La République Bosniaque et Croatie de B-H** et **La République Serbe de B-H** qui forment une fédération mais les Serbes de Bosnie bénéficient d'une importante autonomie.

La guerre en Bosnie est une conséquence directe de l'effondrement communiste en Europe et de la décomposition des états fédéraux qui en a découlée. L'UE n'a pas réussi à imposer une médiation pacifique et la Yougoslavie a sombré dans la violence interethnique.

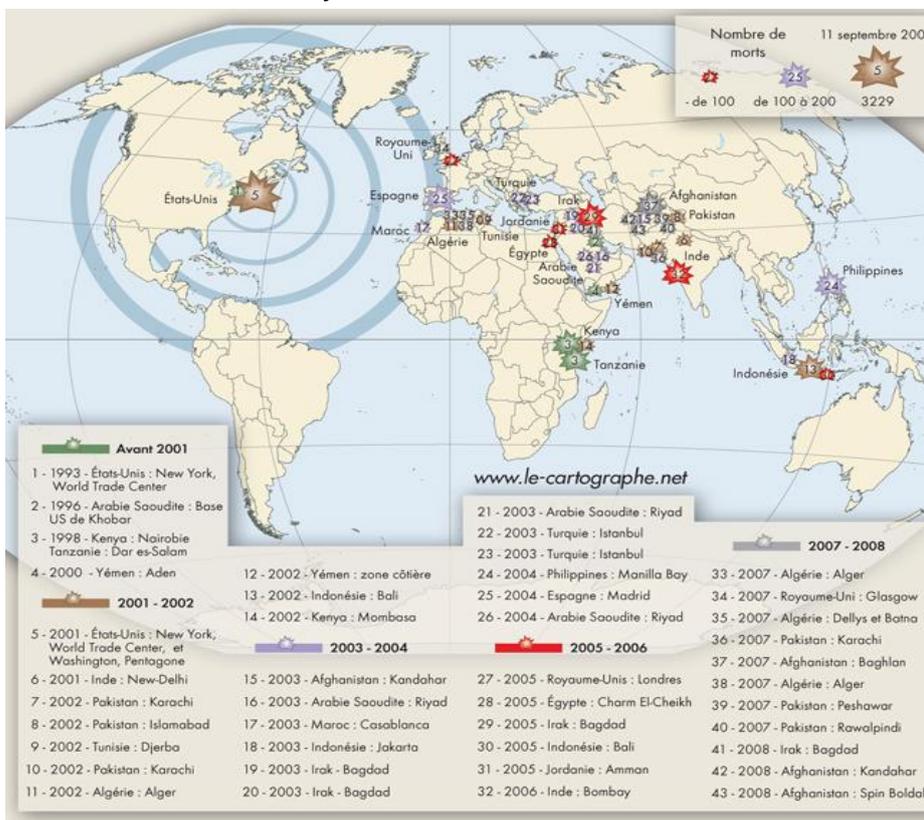
Ainsi, l'ex-Yougoslavie a donné naissance à 7 nouveaux états, montrant comme l'affirme Edgar Morin dans *Les fraticides : Yougoslavie-Bosnie, 1991-1995 (texte 2 P 176)*, l'échec de l'Europe unie et inversement l'épanouissement des nationalismes qui conduit à une « Europe disloquée ».

Elle a renforcé le rôle des EU qui en 1999 sont, de nouveau, intervenus au Kosovo, imposant en 2008, l'indépendance de ce nouvel état.

Au début des années 2000, La puissance américaine semble avoir atteint un apogée, mais l'anti-américanisme s'est fortement renforcée et apparaît, pour beaucoup de population comme une réaction à leur hégémonie.

II. Les attentats du 11 septembre, symbole de l'échec du « nouvel ordre mondial »

1. l'anti-américanisme et Djihadisme.



Dans les années 1990, un important sentiment anti-américain se développe dans le monde, en particulier au M-O. Les raisons sont multiples mais les principales concernent la question de l'hégémonie que les EU exercent sur de nombreux régimes arabo-musulmans par leur présence militaire ou leurs alliances et surtout par leur politique de soutien à Israël perçue comme une politique anti-arabe.

La question palestinienne renforce donc le **sentiment anti-américain**. Plusieurs **mouvements islamiques radicaux** se développent soutenus par des pays hostiles aux EU (Ira, Irak, Syrie, Afghanistan, Soudan) dont le réseau Al-Qaïda dont le chef est Oussama Ben Laden et les bases principales sont en Afghanistan.

Les attentats du 11/09 ne sont pas un acte isolé mais par leur ampleur, ils ont montré l'existence d'une menace terroriste capable d'atteindre la puissance américaine dans son cœur et ses symboles.

Les faits :

Des terroristes islamistes appartenant à Al-Qaïda détournent 4 avions pour les utiliser contre des bâtiments américains. 2 frappent le World Trade Center au cœur de Manhattan, un autre s'écrase sur le Pentagone (ministère de la Défense américain) et le dernier qui visait la Maison Blanche s'écrase en Pennsylvanie après que les passagers se soient révoltés et contraints les terroristes à faire s'écraser dans une région rurale.

Le bilan : Plus de 3000 personnes ont perdu la vie en particulier lors de l'effondrement des tours. L'événement qui a été filmé en direct et a été diffusé dans le monde entier a eu un impact énorme sur les opinions publiques des alliés et des adversaires des EU. **(Doc 3 et 4 p 179)**

Le choc dans la population américaine est sans égale mesure avec d'autres attentats. Ces attaques sont considérées comme **des actes de guerre**.

Doc. 2 p 178 :

Q1 : Présenter le document et son contexte

Q2 : A quelles guerres, G. Bush fait-il référence dans cette citation : « depuis 136 ans, ces guerres ont toujours eu lieu à l'étranger, à l'exception d'un certain dimanche de 1941. »

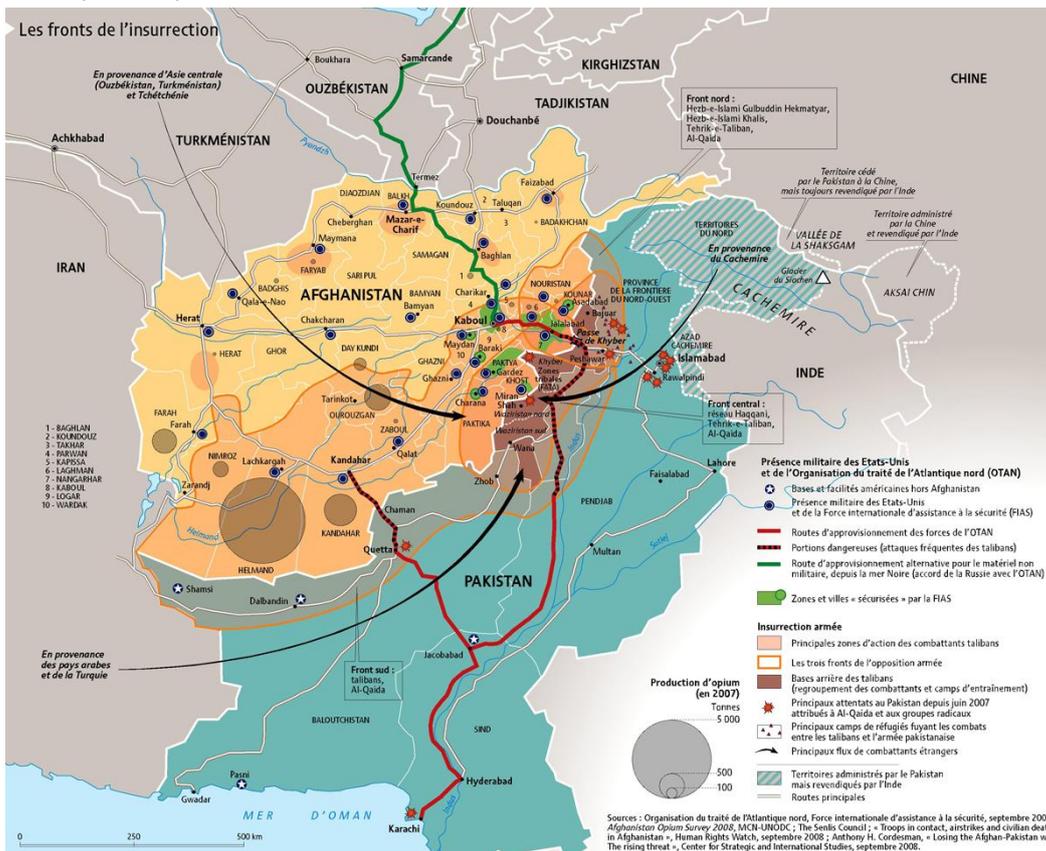
Q3 : Avec qui et comment les EU souhaitent-ils répondre à ces actes ?

Les conséquences sur les relations internationales :

P170 :

- L'agression des EU nécessite une réponse militaire que les occidentaux et leurs alliés vont qualifier de « guerre contre le terrorisme ». Cette lutte prend plusieurs formes :

- **recherche et identification des réseaux** qui font ensuite l'objet de représailles par les services spéciaux (CIA, forces spéciales). **Mise en place d'un système de surveillance mondiale (Réseau Echelon)**.
- identification des pays et des régimes qui soutiennent le terrorisme dans l'optique d'interventions militaires (Afghanistan, Irak, Soudan). G. Bush qualifie ces états de « **Rogue states** », les « **états voyous** ».
- Dès le mois d'octobre 2001, les alliés lancent une grande offensive en Afghanistan contre le régime des **Talibans** qui est rapidement chassé mais dont les forces trouvent refuge dans les montagnes de l'Est du pays et dans les régions frontalières du Pakistan (province du N-W autour de Peshawar et aux Waziristân). Cette opération se fait sous l'égide de l'ONU pour laquelle le Conseil de Sécurité a voté une résolution autorisant le recours à la force.



- **En mars 2003**, Les EU soutenus par quelques pays mais n'ayant pas reçu de mandat de l'ONU lance une opération militaire contre l'Irak. Les conséquences de cette guerre « **seconde guerre du Golfe** » sont nombreuses. La première est l'élimination de Saddam Hussein et la recomposition politique de l'Irak. Durant plusieurs années, une guérilla anti-américaine et des violences interreligieuses et interethniques provoquent la mort de plus de 4000 GI's et de plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens. Aujourd'hui, un équilibre semble trouvé entre les chiites, les sunnites et les Kurdes qui se partagent le pouvoir et disposent dans les régions où ils sont majoritaires d'une importante autonomie. Depuis la fin de l'année 2011, les troupes américaines se sont retirées, seul un contingent de 4000 soldats demeure à Bagdad pour sécuriser les quartiers centraux et la zone internationale.

2. Quel ordre mondial après le 11 septembre ?

Doc 1 et 2 p 183.

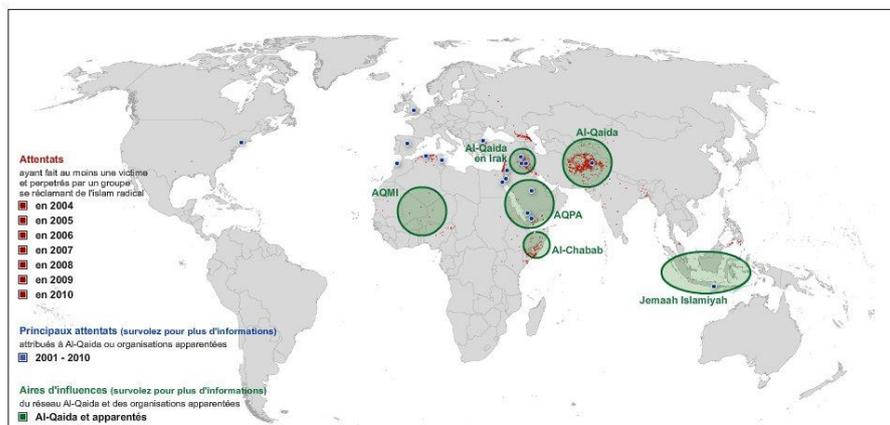
En quoi les deux textes s'opposent-ils quant à l'émergence d'un nouvel ordre mondial après le 11 septembre 2001 ?

Pour les deux auteurs, le 11/09 n'a pas les mêmes conséquences dans l'organisation des relations internationales.

T. de Montbrial fait des attentats une date charnière, «un avant et un après », qui appelle à analyser différemment les rapports de forces et les actions menées par les EU. Cette idée se justifie au regard de la politique de sécurité des EU, résolument orientée vers le MO et la question de l'Islamisme et du terrorisme. Ces mouvements et les pays qui les soutiennent sont perçus comme les principales menaces contre les intérêts et les citoyens américains. Cela nécessite de mener « une guerre contre le terrorisme » et de fédérer les démocraties alliées pour mener une action internationale. Mais comme le montre la carte des attentats, s'il n'y a pas eu d'actes terroristes sur le sol américain depuis 2001, les mouvements terroristes ont continué leurs actions en particulier en Asie et en Afrique où des réseaux proches d'Al-Qaïda sont toujours actifs.

Les réseaux terroristes islamistes dans le monde

LEMONDE.FR | 03.05.11 | 12h56



Pour pascal Boniface, les attentats n'ont pas eu « d'impact réel sur l'ordre mondial » car ils n'ont pas modifié « les rapports de force entre les grandes puissances ». Pour lui les EU ont même « renforcé leur leadership ». L'événement majeur de la fin du XXe siècle reste donc la chute du mur de Berlin et « la dissolution de l'Union soviétique ».

L'analyse de P. Boniface s'appuie donc sur le maintien des grands équilibres post-guerre froide et des grandes questions internationales. Les évolutions récentes de la politique extérieure des EU semblent lui donner raison. B. Obama a initié le désengagement militaire des EU d'Irak et à terme d'Afghanistan. Le M-O reste au cœur de la politique de sa sécurité mais dans une recherche d'un équilibre entre recours à la force et contrôle extérieur des menaces, en particulier dans le cas de l'Iran. Il est à noter que les EU sont restés discrets dans leur action durant le « printemps arabe » ne tenant qu'un rôle secondaire en Libye et laissant le peuple égyptien renverser leur Hosni Mubarak, un allié important dans le monde arabe. De même, les EU ne sont pas très actifs vis-à-vis de la Syrie, pays qui pourtant est considéré par Washington comme un « état voyou ».

Conclusion :

Les conflits durant le XXe et le début du XXIe s. ont profondément changé de nature. Ils ont conduit à l'affirmation du leadership américain, **seule puissance globale** qui dispose d'un rôle de pivot dans les relations internationales. Cependant, si le monde n'est plus bipolaire, il n'est pas forcément unipolaire mais semble plus complexe. Les intérêts des puissances régionales sont souvent divergents et mouvants.

Une autre évolution liée à la fin de la Guerre froide est le déplacement du centre de gravité des relations internationales. Jusqu'en 1991, l'Europe restait le centre et la base de la politique de sécurité des EU. La disparition de l'ennemi soviétique a déplacé vers l'Asie le champ d'action des EU, faisant du M-O mais aussi à l'Asie Pacifique le nouveau centre de gravité des relations internationales.